

SITUATION BUDGÉTAIRE

11 avril 2024



Droit dans le mur ?

Le 5 avril, notre ministère a détaillé le plan de 10 milliards d'annulation de crédits porté par le décret du 21 février. Et un seul constat s'impose : les services de Bercy sont loin d'être épargnés.

Déclinaison de la coupe budgétaire pour Bercy

- ✓ **Bercy « prend » en pleine figure 1,8 milliards de suppressions à lui tout seul.** Certes, le ministère non seulement se finance lui-même, mais concourt aussi à beaucoup d'actions en dehors de son strict périmètre. Il n'empêche : notre ministère totalise presque 1/5 du volume global des suppressions.
- ✓ **Toutes les composantes sont touchées, même si c'est à des degrés divers.** Ce sont surtout nos capacités d'intervention qui sont frappées. Citons ici notamment la transformation environnementale et l'aide au développement. En tout état de cause, l'affaire n'est effectivement et manifestement « pas indolore », pour reprendre le mot (juste) employé côté ministère.
- ✓ **Pour 2024, le schéma d'emploi et les structures ne sont pas touchés, sauf à la marge.**
- ✓ **Les techniques budgétaires ont été utilisées à plein.** Il s'agit principalement de l'annulation des réserves de précaution. Il faut préciser ici que ceci n'est pas un choix budgétaire anodin. C'est au contraire un acte fort, mais qui pourrait peser terriblement en cas de survenue de circonstances imprévues. Par ailleurs, nos « élites budgétaires » ont également pris des mesures de reprogrammation et de décalage dans le temps.

Au final, s'agissant de Bercy, et nonobstant les deux premiers tirets ci-dessus, le ressenti est le suivant, exprimé en termes crus : si la potion est amère, elle est « digérable ». Mais, et pour rester dans les expressions imagées, nous avons grillé beaucoup de nos cartouches.

L'angoisse par rapport à un deuxième plan à l'horizon 2025, d'un gabarit double de celui-ci, est donc forcément présente dans toutes les têtes. Si, en plus, on commence à imaginer des annulations à la fois taille XXL et régulières, ce pourquoi certains militent franchement, on pourra nourrir plus que des doutes sur la tenabilité des choses, sans forte casse pour le Service Public.

Au final, cela pourrait bien être :

- ✓ le retour de suppressions d'emplois massives ou
- ✓ l'abandon d'une partie des missions et
- ✓ en cas de coupe budgétaire drastique, le « ou » ci-dessus pourrait même se muer en « et ».

**Solidaires Finances l'affirme haut et fort.
Ni l'un, ni l'autre ne sont entendables.**



**Situation
budgétaire
11 avril 2024**

Tout spécifiquement à Bercy, l'hypothèse d'une reprise du jeu de massacre dans le ministère qui en a été le champion toutes catégories confondues durant des décennies serait un signal quasi-funeste pour nos administrations.

Mais, plus globalement, fragiliser le service public dans toutes ses composantes est pour **Solidaires Finances** la dernière des choses à faire, dans ce monde où le mot « crise » a pris un « s » pluriel.

Du bout des lèvres, il commence à être reconnu que le déficit serait dû à une baisse des recettes. Le gouvernement serait-il allé trop loin en termes d'allégements « ciblés », de « cadeaux » conséquents qui ont été plutôt du genre à arroser le désert ? Sans employer de gros mots, parlons aussi d'évasion fiscale, voire de lutte contre la fraude.

Pour Solidaires Finances, nous en appelons à une sorte de big bang fiscal, à tout le moins une très forte inflexion en la matière. À l'inverse, croire que le service public sera la variable d'ajustement de la question de la dette est un choix idéologique que Solidaires Finances rejette résolument, et constitue un risque politique et social majeur.